

Séance plénière du Conseil Départemental

Conférence de presse de Madame la Présidente

Jeudi 9 novembre 2022 – Conseil Départemental –

A l'ordre du jour :

- Rapport cadre relatif aux modalités d'organisation du travail des services de la collectivité :
 - Application des 1 607 heures pour les 6 régimes de travail,
 - Revalorisation du Régime Indemnitaire pour les agents hors encadrement
 - Mise en place du Télétravail.

Annexes au dossier de presse :

- Les 6 régimes de travail de la collectivité (horaires variables, centres d'intervention et parc matériel et travaux, agents du laboratoire des routes départementales, agents du laboratoire vétérinaire, agents des collègues).

Depuis le mois d'août le Département de l'Ariège travaille à la mise en place de nouvelles modalités d'organisation du travail pour l'ensemble de ses agents :

- La mise en place des 1607 heures au 1^{er} janvier 2023
- La revalorisation du régime indemnitaire
- La mise en place du télétravail à raison d'une journée par semaine

Cette nouvelle organisation a fait l'objet de 8 rencontres avec les organisations syndicales, dans le cadre d'un processus de dialogue social. Au terme de ces échanges, plusieurs documents ont été finalisés. Ils sont soumis au vote lors de la séance plénière exceptionnelle, ce mercredi 9 novembre 2022.

UNE REVALORISATION DU REGIME INDEMNITAIRE

Suite à la crise sanitaire, l'Etat a souhaité que l'ensemble des fonctionnaires exerçant dans le secteur social et de la santé perçoivent une prime mensuelle de 183€ net par mois. Cette mesure introduisait une grande disparité et injustice entre agents, alors même que tous contribuent à la mission de service public qui leur est confiée. Afin de valoriser l'investissement de tous de façon plus juste, Christine Téqui a souhaité que l'augmentation du régime indemnitaire s'applique à tous.

A la suite des propositions effectuées au début de l'été, des dispositions législatives et des négociations il est notamment proposé :

- De mettre en place le Complément de traitement indiciaire (CTI) au 1^{er} avril 2022 **à hauteur de 183€ net /mois** pour les personnels suivants : assistants socio-éducatifs, sages-femmes, puéricultrices et psychologues, soit aujourd'hui 118 agents titulaires et contractuels inclus.
- De mettre en place la prime de revalorisation d'un montant de 517 € brut/ mois pour les médecins avec un effet au 1^{er} avril 2022.
- Pour les personnels des catégories C, B et A non-encadrants qui ne bénéficient ni du CTI ni de la prime de revalorisation précitées, d'augmenter la part fixe mensuelle (IFSE) d'un montant net de 100 € et de mensualiser la prime annuelle de 400 € brut.

Le montant total de cette revalorisation indemnitaire pour 2022 s'élève à 1,2M€, puis 2,1M€ à partir de 2023 (année complète).

CREATION D'UNE PRIME ECO-RESPONSABLE

A l'heure où le Conseil Départemental rénove pas à pas l'ensemble de ses bâtiments mais aussi dans un contexte de crise énergétique, Christine Téqui souhaite inciter l'ensemble des agents à diminuer leur consommation d'énergie.

Il est donc proposé à l'assemblée délibérante de mettre en place une prime éco-responsable qui sera versée en fonction des économies réalisées par bâtiment sur l'année. Ce projet expérimental est fixé pour une durée de deux ans à compter du 1er janvier 2023.

Le fonctionnement de la prime éco-responsable

Un relevé des consommations des différents bâtiments sera réalisé afin de distinguer les sites énergivores des sites vertueux. Il est ensuite proposé d'établir une moyenne en kWh/m² par rapport à l'année de référence et au type de consommation.

>> **Pour les sites énergivores** il est proposé de faire la différence entre la consommation de l'année de référence de la catégorie de site concernée et la consommation de l'année en cours.

>> **Pour les sites vertueux**, il est proposé de faire la différence entre la consommation moyenne de référence de la catégorie de site concernée et la consommation de l'année en cours.

Au terme de la première année, l'engagement est que 100 % des économies d'énergie soient reversées aux agents. Une évaluation permettra, le cas échéant, d'améliorer les modalités qui l'encadrent. Puis, au terme de la seconde année, soit durant l'année 2025, le bilan de l'évaluation permettrait d'envisager sa pérennisation ou de mettre un terme à ce dispositif.

APPLICATION DES 1607 HEURES

A compter du 1^{er} janvier 2023, l'ensemble des Départements, dont l'Ariège ont obligation de passer aux 1607 heures. Les modalités de cette mise en place ont été précisées au terme de 4 mois de négociations avec les partenaires sociaux.



Pour adapter les régimes de travail de la collectivité au cadre réglementaire, les principes suivants ont été proposés :

- Eviter tous les changements qui peuvent l'être,
- Maintenir le nombre de jours d'absence actuels tout en contribuant au coût de la journée de solidarité en capitalisant un temps de travail supplémentaire quotidien permettant de générer des jours de Réduction du Temps de Travail (RTT),
- Convenir d'aménagements permettant à chacun de concilier ces nouveaux horaires avec ses contraintes professionnelles et personnelles :
 - Réduire le temps de pause méridienne,
 - Modifier les plages horaires.

Les négociations ont conduit à affiner l'application du temps complémentaire aux spécificités de chacun des régimes. Pour exemple :

- Les agents relevant du régime horaires variables réaliseront en moyenne 16 minutes par jour de plus
- Les agents affectés aux centres d'intervention et au parc matériel et travaux 6 minutes de plus.

Des dérogations pour deux régimes de travail

Ces négociations ont également conduit à définir deux régimes de travail bénéficiant de dérogation à la durée annuelle du travail afin d'éviter que des personnels travaillent plus de 42 heures pendant plusieurs semaines. Ces régimes concernent :

- **Les agents des collègues**
- **Les agents du laboratoire vétérinaire.**

Les organisations syndicales ont beaucoup insisté pour généraliser ces exceptions à l'ensemble des régimes de travail. Ces propositions n'ont pas été retenues ; il a été rappelé la volonté de valoriser ce temps complémentaire pour travailler avec le CHSCT et les organisations syndicales sur des mesures tendant à développer la prévention et le bien-être des personnels.

Un projet sport santé au travail doit émerger rapidement.

Revaloriser les prestations sociales

Par ailleurs suite aux négociations avec les organisations syndicales, la Présidente du Département souhaite accompagner les demandes de revalorisation des prestations sociales afin de soutenir le pouvoir d'achat dans un contexte de hausse des prix et agir en matière de prévention, en proposant :

- De porter la valeur des titres restaurant de 7€ à 9€ avec une participation entre 50% et 60 % du Département

- D'augmenter de 15€ supplémentaires la prise en charge de la mutuelle santé

Ces propositions seront soumises au vote de l'assemblée départementale début décembre 2022.

1 JOURNEE DE TELETRAVAIL PAR SEMAINE

Le projet de mise en place du télétravail à raison d'une journée par semaine, devra être mise en œuvre selon les principes suivants :

- Veiller à respecter les droits de l'agent tout en développant l'efficience du service rendu au Ariégeois
- Se référer à l'accord national relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique du 13 juillet 2021
- Identifier précisément les missions régulières pouvant être exécutées dans des conditions au moins identiques à domicile,
- Définir précisément les missions concernées, les quantifier et pouvoir les évaluer de manière hebdomadaire,
- Garantir que le temps de télétravail de l'agent ne se traduise pas par un report de travail sur les collègues exerçant en présentiel.
- La création d'une charte de télétravail (voir en annexe)

Bénéficiaire du télétravail

Les agents pourront ainsi solliciter, si leurs missions et les conditions le permettent, un jour de télétravail. Une procédure très transversale permettra d'étudier leur demande qui recevra une réponse motivée.

Les demandes motivées par une situation **de santé, de handicap ou de grossesse** suivront une procédure particulière en étant soumise pour avis à la commission administration et finances.